

Les social-démocraties en quête de renouveau

THOMAS FERENCZI

LE MONDE | 30.05.08

En assumant ouvertement l'héritage du libéralisme, Bertrand Delanoë, possible candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste, confirme les mutations de la social-démocratie européenne. Certes le maire de Paris prend bien soin de préciser, dans son livre *De l'audace !* (Robert Laffont, 290 p., 20 euros), qu'il n'est pas "social-libéral" - une étiquette honnie par beaucoup de socialistes français -, et qu'il n'est partisan ni du "désengagement de l'Etat" ni du "laisser-faire économique et commercial".

Il n'empêche : au-delà de ces précautions de langage, l'emploi revendiqué du mot de libéralisme par un des principaux chefs de file du PS introduit une donnée nouvelle dans les débats qui traversent la gauche européenne.

La social-démocratie a joué un rôle-clé en Europe, au siècle dernier, dans l'établissement de l'Etat-providence. Même si son histoire diffère selon les pays, elle a contribué partout à la mise en place, sous l'égide de la puissance publique, d'un compromis social entre le patronat et la classe ouvrière. En France, où la notion de social-démocratie a longtemps été suspecte à gauche, les socialistes ont confié à l'Etat le soin d'incarner, au sein de l'économie de marché, les valeurs de solidarité. Mais les transformations de la société ont affaibli l'efficacité de ce modèle et provoqué, à travers toute l'Europe, la renaissance d'un libéralisme jugé mieux adapté aux défis du XXI^e siècle.

La gauche française est de ce point de vue, on le sait, plutôt en retard sur ses voisines du Vieux Continent. En Grande-Bretagne, le "blairisme" a développé l'idée d'Anthony Giddens, théoricien de la "troisième voie", selon laquelle l'Etat-providence "crée aujourd'hui presque autant de problèmes qu'il en résout". Avec Gordon Brown, le mouvement lancé par Tony Blair s'est encore accentué.

En Italie, la création du Parti démocrate, sous la direction de Walter Veltroni, témoigne d'une évolution comparable vers un réformisme libéral. En Espagne, le premier mandat de José Luis Zapatero à la tête du gouvernement s'est traduit, dans le domaine de l'économie, par un pragmatisme donnant une large place au marché et, dans le domaine des mœurs, par une véritable libéralisation.

Il n'y a guère qu'en Allemagne qu'un coup de frein a été donné, pour des raisons tactiques, liées à l'émergence d'une gauche radicale, à la conversion libérale dont l'ancien chancelier Gerhard Schröder s'était fait le promoteur.

La plupart des responsables de la social-démocratie européenne ont ainsi compris, selon une formule de deux experts français, Alain Bergounioux et Gérard Grumberg, que "le socialisme ne peut plus se concevoir comme une alternative d'ensemble au libéralisme" (Esprit, novembre 2007). Aucun parti socialiste en Europe ne peut désormais se dispenser de mener au fond ce que les deux auteurs appellent "le travail d'explication avec le libéralisme", au risque de céder à un "antilibéralisme un peu paresseux".

Ce travail peut s'appuyer sur la riche tradition du "socialisme libéral", récemment redécouverte en France (Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati, *Le Socialisme libéral*, éd. Esprit, 2003, Serge Audier, *Le Socialisme libéral*, La Découverte, 2006), une tradition dont les sources se situent notamment en Italie et qui doit être nettement distinguée, selon les spécialistes, du "social-libéralisme". Hors de cette tradition, la recherche d'une nouvelle synthèse sociale-démocrate devrait aller jusqu'à remettre en question la frontière entre libéralisme politique et libéralisme économique qu'une partie de la gauche s'efforce de maintenir afin de préserver les anciens dogmes.